



2016/2151(DEC)

14.12.2016

AMENDEMENTS

1 - 20

Projet d'avis
Zigmantas Balčytis
(PE594.060v01-00)

Décharge 2015: Budget général de l'Union européenne - Commission
européenne
(2016/2151(DEC))

AM_Com_NonLegOpinion

Amendement 1

Jean-Luc Schaffhauser, Sophie Montel, Laurențiu Rebega, Edouard Ferrand, Auke Zijlstra

Projet d'avis

Paragraphe 1

Projet d'avis

1. déplore que, selon les estimations de la Cour des comptes européenne figurant dans son rapport annuel, le taux d'erreur à la rubrique 4 pour l'exercice 2015 n'ait pas baissé par rapport à 2014 et s'élève à 2,8 %; ***souligne cependant qu'il est inférieur au taux d'erreur identifié dans d'autres rubriques, et ce en dépit du fait que les activités d'aide extérieure de l'Union se déroulent souvent dans des régions touchées par la crise et des environnements difficiles sur le plan politique;***

Amendement

1. déplore que, selon les estimations de la Cour des comptes européenne figurant dans son rapport annuel, le taux d'erreur à la rubrique 4 pour l'exercice 2015 n'ait pas baissé par rapport à 2014 et s'élève à 2,8 %; ***ce qui est inacceptable;***

Or. fr

Amendement 2

Fabio Massimo Castaldo

Projet d'avis

Paragraphe 1

Projet d'avis

1. déplore que, selon les estimations de la Cour des comptes européenne figurant dans son rapport annuel, le taux d'erreur à la rubrique 4 pour l'exercice 2015 n'ait pas baissé par rapport à 2014 et s'élève à 2,8 %; souligne cependant ***qu'il est inférieur au taux d'erreur*** identifié dans d'autres rubriques, et ce en dépit du fait que les activités d'aide extérieure de l'Union se déroulent souvent dans des régions touchées par la crise et des environnements difficiles sur le

Amendement

1. déplore que, selon les estimations de la Cour des comptes européenne figurant dans son rapport annuel, le taux d'erreur à la rubrique 4 pour l'exercice 2015 n'ait pas baissé par rapport à 2014 et s'élève à 2,8 %, ***alors que, dans sept cas, la Commission disposait d'informations suffisantes pour prévenir ou identifier et corriger les erreurs avant d'autoriser les dépenses;*** souligne cependant ***que le taux d'erreur*** est inférieur ***à celui*** identifié dans d'autres

plan politique;

rubriques, et ce en dépit du fait que les activités d'aide extérieure de l'Union se déroulent souvent dans des régions touchées par la crise et des environnements difficiles sur le plan politique;

Or. it

Amendement 3

Jean-Luc Schaffhauser, Sophie Montel, Laurențiu Rebega, Edouard Ferrand, Auke Zijlstra

Projet d'avis Paragraphe 2

Projet d'avis

2. soutient l'ensemble des recommandations formulées par la Cour des comptes européenne sur la base de ses conclusions; **salue** le fait que la Commission **a pleinement mis** en œuvre **cinq** des sept recommandations formulées par la Cour des comptes européenne dans ses rapports de 2012 et 2013 et exhorte la Commission à prendre les mesures nécessaires pour **mettre en œuvre les deux recommandations restantes**;

Amendement

2. soutient l'ensemble des recommandations formulées par la Cour des comptes européenne sur la base de ses conclusions; **constate** le fait que la Commission, **prompte à la critique, n'a pas jugé utile de mettre** en œuvre **l'ensemble** des sept recommandations formulées par la Cour des comptes européenne dans ses rapports de 2012 et 2013 et exhorte la Commission à prendre les mesures nécessaires pour **être exemplaire**;

Or. fr

Amendement 4

Notis Marias

Projet d'avis Paragraphe 2

Projet d'avis

2. **soutient** l'ensemble des recommandations formulées par la Cour des comptes européenne sur la base de ses conclusions; **salue** le fait que la

Amendement

2. **souligne** l'ensemble des recommandations formulées par la Cour des comptes européenne sur la base de ses conclusions; **salue** le fait que la

Commission a pleinement mis en œuvre cinq des sept recommandations formulées par la Cour des comptes européenne dans ses rapports de 2012 et 2013 et exhorte la Commission à prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les deux recommandations restantes;

Commission a pleinement mis en œuvre cinq des sept recommandations formulées par la Cour des comptes européenne dans ses rapports de 2012 et 2013 et exhorte la Commission à prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les deux recommandations restantes;

Or. el

Amendement 5

Jean-Luc Schaffhauser, Sophie Montel, Laurențiu Rebega, Edouard Ferrand, Auke Zijlstra

Projet d'avis

Paragraphe 3

Projet d'avis

3. **constate avec inquiétude** que la qualité des vérifications des dépenses réalisées par des auditeurs engagés par les bénéficiaires reste déficiente et que cela **peut, dans certains cas, conduire** la Commission à accepter des dépenses pourtant inéligibles;

Amendement

3. **est outré de constater** que la qualité des vérifications des dépenses réalisées par des auditeurs engagés par les bénéficiaires reste, **année après année**, déficiente et que cela **conduit** la Commission à accepter des dépenses pourtant inéligibles, **donc à sa mettre hors la loi**;

Or. fr

Amendement 6

Angel Dzhambazki

Projet d'avis

Paragraphe 3

Projet d'avis

3. constate avec inquiétude que la qualité des vérifications des dépenses réalisées par des auditeurs engagés par les bénéficiaires reste déficiente et que cela peut, **dans certains cas, conduire la Commission à accepter** des dépenses **pourtant inéligibles**;

Amendement

3. constate avec inquiétude que la qualité des vérifications des dépenses réalisées par des auditeurs engagés par les bénéficiaires reste déficiente et que cela peut, **en raison d'un lien de causalité, faire resurgir** des dépenses **non admissibles à différents stades des**

procédures;

Or. en

Amendement 7
Notis Marias

Projet d'avis
Paragraphe 3

Projet d'avis

3. **constate avec inquiétude** que la qualité des vérifications des dépenses réalisées par des auditeurs engagés par les bénéficiaires reste déficiente et que cela **peut**, dans certains cas, conduire la Commission à accepter des dépenses pourtant inéligibles;

Amendement

3. **regrette** que la qualité des vérifications des dépenses réalisées par des auditeurs engagés par les bénéficiaires reste déficiente et que cela **puisse**, dans certains cas, conduire la Commission à accepter des dépenses pourtant inéligibles;

Or. el

Amendement 8
Cristian Dan Preda

Projet d'avis
Paragraphe 3

Projet d'avis

3. constate avec inquiétude que la qualité des vérifications des dépenses réalisées par des auditeurs engagés par les bénéficiaires reste déficiente et que cela peut, dans certains cas, conduire la Commission à accepter des dépenses pourtant **inéligibles**;

Amendement

3. constate avec inquiétude que la qualité des vérifications des dépenses réalisées par des auditeurs engagés par les bénéficiaires reste déficiente et que cela peut, dans certains cas, conduire la Commission à accepter des dépenses pourtant **non admissibles et reconnaît la nécessité d'améliorer la supervision des subventions; souligne que des retards ont également été décelés dans la liquidation, l'ordonnancement et le paiement des dépenses par la Commission**;

Or. en

Amendement 9
Fabio Massimo Castaldo

Projet d'avis
Paragraphe 3 bis (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

3 bis. *exprime son inquiétude face au manque d'instruments qui permettent de contrôler directement l'utilisation de l'assistance macrofinancière par les pays tiers bénéficiaires; demande à la Commission de conditionner plus étroitement ce type d'assistance au respect de paramètres mesurables;*

Or. it

Amendement 10
Jean-Luc Schaffhauser, Sophie Montel, Laurențiu Rebega, Edouard Ferrand, Auke Zijlstra

Projet d'avis
Paragraphe 4

Projet d'avis

Amendement

4. **s'inquiète**, comme l'a révélé le contrôle effectué par la Cour des comptes européenne, que l'évaluation de la DG NEAR du montant des paiements présentant un risque ne soit pas **suffisamment précise et attend** une révision **rapide** de la méthode employée par la DG NEAR;

4. **s'insurge**, comme l'a révélé le contrôle effectué par la Cour des comptes européenne, que l'évaluation de la DG NEAR du montant des paiements présentant un risque ne soit pas **précise du tout et exige** une révision **immédiate** de la méthode employée par la DG NEAR;

Or. fr

Amendement 11
James Carver

Projet d'avis
Paragraphe 5

Projet d'avis

Amendement

5. *tout en se félicitant des progrès accomplis, constate que six missions civiles sur dix menées dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune n'ont pas encore été reconnues par la Commission, conformément à l'article 60 du règlement financier; exhorte la Commission à intensifier ses travaux en vue d'accréditer toutes les missions civiles menées dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune, conformément à la recommandation de la Cour des comptes européenne, pour leur permettre d'être chargées de tâches d'exécution budgétaire en gestion indirecte;*

supprimé

Or. en

Amendement 12

Jean-Luc Schaffhauser, Sophie Montel, Laurențiu Rebega, Edouard Ferrand, Auke Zijlstra

Projet d'avis
Paragraphe 5

Projet d'avis

Amendement

5. *tout en se félicitant des progrès accomplis, constate que six missions civiles sur dix menées dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune n'ont pas encore été reconnues par la Commission, conformément à l'article 60 du règlement financier; exhorte la Commission à intensifier ses travaux en vue d'accréditer toutes les missions civiles menées dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune, conformément à la recommandation de la Cour des comptes européenne, pour leur*

5. constate que six missions civiles sur dix menées dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune n'ont pas encore été reconnues par la Commission, conformément à l'article 60 du règlement financier, **ce qui met ses missions dans une position hors la loi; exige que la Commission accrédite** toutes les missions civiles menées dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune, conformément à la recommandation de la Cour des comptes européenne, pour leur permettre d'être chargées de tâches

permettre d'être chargées de tâches
d'exécution budgétaire en gestion
indirecte;

d'exécution budgétaire en gestion
indirecte;

Or. fr

Amendement 13
Zigmantas Balčytis

Projet d'avis
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

5 bis. salue la mise en place de l'instrument de soutien aux missions, destiné à alléger la charge administrative qui pèse sur les missions civiles de la PSDC et à en améliorer l'efficacité; regrette que cet instrument n'ait qu'une portée et un volume restreints et redemande à la Commission de poursuivre ses efforts pour mettre en place un centre de services partagés, qui devrait être à l'origine de davantage d'économies budgétaires et de gains d'efficacité, du fait qu'il centralisera tous les services de soutien aux missions qui ne doivent pas être dispensés localement;

Or. en

Amendement 14
James Carver

Projet d'avis
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

5 bis. rappelle que, conformément à l'article 41, paragraphe 2, du traité UE, les dépenses découlant des opérations ayant des implications militaires ou de

défense ne doivent pas être imputées au budget de l'Union; s'oppose à toute tentative visant à contourner ce principe;

Or. en

Amendement 15
Zigmantas Balčytis

Projet d'avis
Paragraphe 5 ter (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

5 ter. encourage la poursuite des travaux d'amélioration de l'entrepôt réservé à la PSDC, pour permettre que le matériel qui n'est plus nécessaire soit réutilisé et réaffecté à d'autres missions sur la base de leurs besoins réels, ce qui engendrera des économies et mettra ce matériel plus rapidement à la disposition des missions qui en auront l'utilité;

Or. en

Amendement 16
James Carver

Projet d'avis
Paragraphe 5 ter (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

5 ter. préconise de reporter la réforme du mécanisme Athena après la fin des négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union;

Or. en

Amendement 17

Notis Marias

**Projet d'avis
Paragraphe 6**

Projet d'avis

6. rappelle ***son point de vue selon lequel*** les règles financières de l'Union ***doivent être*** mieux adaptées aux spécificités de l'action extérieure, notamment à la gestion de crise, et souligne que la révision actuelle du règlement financier doit offrir une flexibilité accrue.

Amendement

6. rappelle ***qu'il faut que*** les règles financières de l'Union ***soient*** mieux adaptées aux spécificités de l'action extérieure, notamment à la gestion de crise, et souligne que la révision actuelle du règlement financier doit offrir une flexibilité accrue.

Or. el

**Amendement 18
Cristian Dan Preda**

**Projet d'avis
Paragraphe 6 bis (nouveau)**

Projet d'avis

6 bis. prend acte des rapports spéciaux de la Cour des comptes n^{os} 11/2016, 20/2016 et 21/2016, consacrés à l'aide de préadhésion de l'Union destinée au renforcement des capacités administratives dans les Balkans occidentaux; souscrit à toutes les recommandations énoncées par la Cour et encourage la Commission à les appliquer; attire en particulier l'attention sur l'importance de veiller à ce que l'aide en faveur des pays candidats et candidats potentiels des Balkans occidentaux soit souple, correctement ciblée et adaptée à leurs besoins, et d'utiliser tout le potentiel des instruments disponibles pour stimuler les réformes que ces pays doivent mener sur la voie de leur adhésion;

Amendement

Or. en

Amendement 19
Angel Dzhambazki

Projet d'avis
Paragraphe 6 bis (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 bis. appelle de ses vœux une transparence et une responsabilité accrues;

Or. en

Amendement 20
Cristian Dan Preda

Projet d'avis
Paragraphe 6 ter (nouveau)

Projet d'avis

Amendement

6 ter. salue également les recommandations que la Cour des comptes a formulées dans son rapport spécial n° 13/2016 sur l'aide de l'Union en faveur du renforcement de l'administration publique en Moldavie et dans son rapport spécial n° 32/2016 sur l'aide de l'Union en faveur de l'Ukraine; estime que l'Union devrait exploiter pleinement le critère de la conditionnalité et superviser étroitement la mise en œuvre des réformes que ces deux pays doivent déployer, afin qu'elle contribue positivement à l'amélioration de leurs pratiques démocratiques.

Or. en